

Financement des hypothèques

M. Basford: Ce sont tous des membres de votre parti.

M. Leggatt: Il y a des membres de tous les partis représentés à la Chambre. Quelqu'un a comparé ces mesures à un avortement. Je tiens à dire que c'est une description parfaite à la fois des politiques préconisées par les ministériels et par les conservateurs. Leurs politiques visant à trouver de l'argent pour résoudre ce problème social grave, sont un échec.

Je dois dire que pour résoudre ce problème, le bill C-133 a prévu des moyens qui me semblent assez bons. Il a, en effet, prévu un programme d'amélioration des quartiers, de logement sous forme coopérative, de remboursement foncier et d'amélioration aux immeubles résidentiels existants. Mais pour ce qui est de fournir des sommes d'argent pour les habitations nouvelles, la logique du gouvernement s'est arrêtée là. Encore une fois il s'en remet aux forces du marché libre pour régler un problème qu'elles n'ont pas résolu au cours des dix dernières années et qu'elles ne résoudront pas dans les dix prochaines.

On se rappellera que le gouvernement avait décidé de désigner le groupe Dennis pour faire enquête sur le logement. Ce groupe d'étude a signalé qu'environ 50 p. 100 des Canadiens ne pouvaient se loger convenablement. Les assistés sociaux et ceux dont le revenu s'établit à près de \$6,500, ne pouvaient se permettre de se loger convenablement. Est-ce là la réponse qu'offre cette mesure au rapport Dennis? Le bill C-133 a bien appliqué une partie des recommandations, mais pour ce qui est de l'argent, la clef d'un programme de logement, c'est un échec complet. La preuve en a été faite depuis 10 ans, le jeu du marché ne peut résoudre ce problème; pourtant il est permis d'intervenir dans le jeu du marché dans les cas de crise nationale comme la grève du rail, et il est permis d'obliger les cheminots à reprendre le travail à des conditions inacceptables parce que c'est une crise. A mon avis, l'habitation constitue une crise nationale et le gouvernement n'a pas été en mesure de le comprendre. Ses membres sont trop peureux et il en est de même de mes collègues à droite, pour intervenir dans les affaires de leurs amis, les institutions financières. Je le répète, le jeu du marché n'a pas réussi à résoudre le problème.

● (1630)

Le rapport Dennis signale que la moitié des gens ne peuvent se loger convenablement. Voilà la solution qu'offre le ministre et il nous en a fait part le 12 juin, au moment de la présentation du projet de loi. Il a dit ceci:

La création de ces sociétés devrait, en général, entraîner un raffermissement de l'offre de fonds hypothécaires privés par les détenteurs de capitaux. En outre, on prévoit une diminution relative des taux d'intérêt hypothécaire...

Je souligne les mots «diminution relative». Que sera cette diminution? Sera-t-elle de 1 ou 2 p. 100? L'un des grands problèmes n'est pas la pénurie d'argent pour loger les économiquement faibles, mais plutôt les taux excessifs d'intérêt exigés pour cet argent.

Les pressions du marché libre ne vont pas faire baisser les taux d'intérêt. Nous devons faire preuve de cran pour combattre ces pressions et exiger que les taux d'intérêt pour les personnes à faible ou à moyen revenu soient fixés par les banques à 6 p. 100. Récemment, lorsqu'il a parlé à la télévision, le ministre a critiqué cette proposition. A première vue, j'ai pensé que cette critique était assez fondée. Le ministre a allégué que si vous demandez aux banques de prêter une certaine partie de leur argent à 6 p. 100 pour le logement, cela pourrait avoir des répercussions sur les taux d'intérêt. Il a déclaré que cela ferait augmenter les

taux d'intérêt sur l'achat de voitures et d'autres biens de consommation. On a pu voir quelles étaient vraiment ses priorités sociales. Pour l'instant, la première priorité sociale est celle du logement. Si la politique du NPD avait pour effet de faire grimper temporairement les taux d'intérêt sur l'achat de ces autres produits, peu importe. Nous avons une crise nationale du logement et ce bill ne la résoudra pas.

Je ne suis pas surpris que les députés à ma droite—et certains d'entre eux sont en fait à l'extrême droite—appuient ce bill. Cela correspond à leur philosophie de la libre entreprise. Le problème ne s'en trouvera pas résolu, mais cela ne dérangera pas non plus leurs amis banquiers. Selon le catéchisme conservateur, nous ne devons pas contrecarrer les pressions du libre échange car sinon nous pourrions tuer la poule aux œufs d'or. On en pond de belles dans ce pays en ce qui concerne les économiquement faibles, mais ce ne sont pas des œufs d'or. En fait, ils commencent à pourrir.

Je suis surpris que les conservateurs répugnent à nous appuyer pour ce bill car c'est pour eux une autre occasion rêvée de montrer qu'ils s'inquiètent du coût de la vie et du logement. Ce parti demande un blocage des prix et des salaires de 90 jours. Mais comment pouvons-nous lui faire confiance lorsqu'il appuie un bill comme celui-là? Comment les conservateurs appliqueraient-ils la politique des revenus dont ils parlent? Comment fixeraient-ils les salaires et les prix pour agir équitablement envers les gens qui ont de faibles revenus? C'est plutôt une décision politique qu'une décision économique, et je pense que leur décision politique serait de pénaliser les gens à faible revenu et de récompenser les riches. C'est pourquoi mon parti se méfie de la politique préconisée par les députés qui siègent à ma droite. Leur position à l'égard du présent projet de loi est conforme aux politiques qu'ils appliquent depuis des années. C'est pourquoi je ne peux accorder mon appui ni aux libéraux ni aux conservateurs en ce qui concerne la présente mesure législative. J'invite tous les conservateurs à l'esprit indépendant à réexaminer leur position au sujet de ce projet de loi. Le député de Trinity (M. Hellyer) a fait un apport sérieux au débat sur le logement.

En conclusion, monsieur l'Orateur, il faut un peu d'audace pour s'attaquer aux principaux établissements financiers du Canada, mais il est logique de le faire. Si nous traitions le logement comme nous avons traité les cheminots nous résoudrions le problème du logement. Nous contrarierions le marché libre. Nous aurions le courage d'exiger que les établissements financiers affectent aux hypothèques à des taux d'intérêt raisonnables un certain pourcentage des prêts qu'elles peuvent accorder. De cette façon, nous réglerions le problème.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais prendre quelques minutes avant que le ministre prenne la parole, pour dire qu'une société dont la seule motivation est l'amour du gain est essentiellement immorale. Je ne suis pas l'auteur de cette expression. C'est un passage de la déclaration faite à Winnipeg par la CCF en 1956, et j'ai pensé qu'il était tout à fait approprié de l'employer au cours d'un débat sur un projet de loi comme celui-ci.

J'ai écouté un certain nombre de députés conservateurs parler à maintes reprises de l'inflation et du coût de la vie, du contrôle des salaires et des prix, mais je n'ai pas encore entendu un seul d'entre eux parler du contrôle des taux d'intérêt, des bénéfices, des opérations des spéculateurs fonciers et d'autres. Et ils se demandent pourquoi nous préférons ne pas leur confier la direction de notre écono-